

Aden au temps de l'étoile rouge

Et voici le sous titre de cet article

Auteur : **Franck MERMIER**

La République démocratique et populaire du Yémen a été le seul régime se réclamant véritablement du marxisme dans le monde arabe¹. Durant sa courte existence, de 1967 à 1990, elle devint une base de l'influence soviétique dans la région et la capitale des mouvements de libération arabe, ceux de la Palestine et de la péninsule Arabique notamment, ainsi que des organisations communistes du Moyen-Orient. Sa capitale, Aden, que les Occidentaux associent plus spontanément au mythe Rimbaud ou à la figure de Nizan, l'auteur d'*Aden-Arabie*, avait ainsi abandonné son statut de zone franche pour devenir un laboratoire de l'expérience socialiste dans le pays le plus pauvre de la péninsule. Il était bien fini, le temps des marchandises et des voyageurs accostant sur les quais encombrés de Tawahi où s'alignaient des boutiques regorgeant de produits détaxés. Etais venu le temps des nationalisations, des milices populaires, de l'émancipation féminine, de l'égalité apparente, en bref de l'étoile rouge qui surplombait l'ancienne place de la reine Elisabeth. Le slogan « Aucune voix ne s'élève au-dessus de celle du Parti », celle du Parti socialiste yéménite (PSY), avait rendu discret les appels des muezzins, même si l'islam avait été érigé en religion d'Etat.

((#10)) Les feux du cosmopolitisme colonial s'étaient brusquement éteints, le rideau était tiré sur une société marquée par une hiérarchie ethnique où les « natives » côtoyaient le fond du panier, avant les Somaliens, tandis que les Européens survivaient au cauchemar climatique de la ville en s'enfermant dans leurs clubs. Certains d'entre eux continuèrent à exister sous la forme de pubs après le départ des Britanniques. Ouverts à partir de 18h, ils servaient une bière locale, la Sira, produit d'une brasserie gérée par des Allemands de l'Est et qui fut une des premières cibles des bataillons islamistes venus combattre avec l'armée du régime de Sanaa, les séparatistes du Sud et les « impies » socialistes durant la guerre de 1994².

Dans les années 1970, le climat mondial d'émancipation avait touché Aden par le biais du marxisme qui, consacré par l'Etat, s'érigeait en contre-modèle face au conservatisme social et religieux de la génération des parents. Afficher une attitude antireligieuse pouvait s'exprimer, de manière ostentatoire, par le fait de laisser les bouteilles de bière vides se succéder sur une table de bar afin de bien marquer que non seulement on buvait, mais que l'on buvait beaucoup³.

La polygamie avait été ainsi interdite par la loi sur la famille de 1974, une des plus progressistes du monde arabe, qui avait conféré à la femme des droits importants. En janvier 1981, Ali Salem Al-Bid, vice-Premier ministre et membre du Comité central du PSY fut obligé de se démettre de ses fonctions pour cause de bigamie. La mixité était la règle, dans les espaces publics aussi bien que dans les cadres professionnel et partisan. Les milices populaires accueillaient des formations féminines de même que l'armée et la police. En 1976, sous la présidence de Salim Rubay' Ali, de grandes manifestations furent organisées dans toutes les provinces pour la suppression du voile de visage, et ce

à l'occasion de la journée mondiale de la femme⁴.

Ce qui surprenait peut-être le plus le voyageur venant de Sanaa, lorsqu'il débarquait à l'aéroport d'Aden dans les années 1980, était de découvrir que des femmes, vêtues d'une chemise et d'un pantalon, pistolet à la ceinture et cheveux à l'air, étaient préposées à la fouille des bagages. La mini-jupe et le pantalon avaient fait leur apparition à Aden, le foulard ne déparait plus les chevelures et des jeunes femmes se baignaient en maillot deux pièces aux côtés des hommes sur la plage de Gold Mohur où se retrouvaient les cadres du Parti et les expatriés des pays frères pendant que des hauts parleurs crachotaient des chants soviétiques.

Les débats au sein des cellules du PSY apportaient une ouverture sur le monde inédite et une acculturation marxisante qui était l'autre pan de l'occidentalisation commencée à l'époque britannique. La bible des jeunes militants était, comme ailleurs, mais ici en langue arabe, l'ouvrage de Georges Politzer, *Principes élémentaires de philosophie*. Les maisons d'édition militantes de Beyrouth fournissaient les traductions en arabe de cette culture européenne, synonyme de modernisation et d'émancipation. Fawwaz Traboulsi, dirigeant de l'Organisation d'Action communiste au Liban, relate dans ses mémoires que la branche du National Liberation Front au Hadramaout, de tendance marxiste, consacra une partie des fonds du vol à main armée d'une banque britannique à l'achat de livres marxistes-léninistes qu'on le chargea de choisir à Beyrouth⁵.

L'internationalisme se vivait intellectuellement, dans les réunions du Parti où les problèmes de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques, étaient discutés, mais aussi grâce aux bourses d'étude qui envoyaient aux quatre coins du monde socialiste, de Cuba à l'URSS, de jeunes étudiants censés former l'élite nouvelle du pays. L'alphabétisation était la grande cause nationale dans un pays qui héritait d'un système éducatif élitiste à Aden et resté embryonnaire et rudimentaire dans les anciens protectorats. Elle s'appuyait sur des jeunes volontaires qui s'enrôlaient avec enthousiasme dans des campagnes qui pouvaient les mener dans les régions les plus reculées du pays. La participation populaire et la mobilisation permanente étaient, dans les premières années du régime, autant une conséquence de l'idéologie socialiste et de la légitimation du nouveau régime qu'un moyen pour chacun des courants rivaux du PSY de constituer une force de soutien.

En août 1972, ces sept jours « glorieux » (selon la terminologie du régime) qui virent manifester à Aden des milliers de ruraux réclamant au Président Salem Rubay' Ali la nationalisation des logements et de nouvelles réductions de salaires pour les fonctionnaires, avaient été organisés par l'Organisation politique du Front national qui avait remplacé le NLF lors du cinquième congrès de mars 1972 et pris une orientation marxiste de plus en plus affirmée⁶. Ces manifestations avaient été instrumentalisées par le Président pour faire pression à la fois sur les citoyens et sur ses adversaires politiques. L'écrivain adénite Habib Abdulrab en fait cette description gentiment ironique : « Un vacarme de cris tumultueux, vifs, dansants, bousculait une ville calme, docile ; la submergeait inhabituellement. Eperdus de *joie révolutionnaire*, les manifestants descendaient à Aden des montagnes et des plaines du Yémen du Sud dans les camions du Parti ; l'extase du premier et long voyage à la capitale allègrement affichée. Ivres d'excitation, ceux des premières vagues étaient déjà là, depuis une semaine. Les gorges tonnantes, ils vociféraient des formules rimant joliment. Ils décrétaient, dans leurs slogans, que brûler les tchadors était un devoir national (comme s'il ne faisait pas assez

chaud), que diminuer les salaires l'était également ; et demandaient aux trois « dirigeants historiques » de renforcer leur ligne « anti-réactionnaire », car le peuple « tout entier », criaient-ils avec force, est marxiste ! [...] Puis, ils enchaînaient mélodieusement : *“Nous ne voulons ni de « hippy » ni d'habillé de « pattes d'éléphant »,/Nous ne savons pas si c'est une fille ou un garçon,/Nous ne voulons ni de traître ni de ligne réactionnaire/Notre peuple tout entier est marxiste ! ”*⁷

Ces restes de l'empire britannique, pubs, villas, baraquements militaires, parcs, s'accrochaient à la ville pour lui donner ce cachet si particulier, et qui n'aurait été que pittoresque s'il ne s'était pas doublé d'une forme de réclusion volontaire. Aden était en effet une capitale isolée et retranchée, déjà enserrée entre la mer et les montagnes, mais désormais coupée du reste du monde par une politique sécuritaire qui restreignait fortement la délivrance des visas et empêchait le contact avec les étrangers selon la loi de 1975. Mal en prit à un vieux Yéménite qui, le jour de la Fête du Sacrifice d'Abraham, cherchait en vain un véhicule pour transporter son mouton. Il se résolut à faire de l'auto-stop et à monter dans la voiture d'un Soudanais. Arrêté à un barrage de police, il séjourna deux jours en prison pour avoir parlé à un étranger.

Retourné à son hinterland yéménite, Aden tourna le dos à la mer, son port n'accueillant plus que les pavillons des pays frères. La ville s'amarra au reste du monde arabe pour devenir la figure de proue de l'arabité et du socialisme dans l'environnement hostile des monarchies pétrolières. Les Occidentaux étaient partis, à savoir les militaires et fonctionnaires britanniques, mais aussi les grands négociants européens et indiens, victimes des lois de nationalisation de 1969. Le départ des étrangers et des opposants avaient creusé des vides résidentiels. Ceux-ci furent comblés par les combattants et les militants méritants du National Liberation Front, dont beaucoup venaient des régions tribales. Les dirigeants s'étaient quant à eux réparti les villas de l'élite européenne en bord de mer, tandis que les ruraux venaient peupler les immeubles de Ma'alla d'où ils allaient peu à peu se débarrasser des oripeaux de la campagne.

Capitale des communistes arabes

Les relations tissées entre militants yéménites et palestiniens au sein du Mouvement des Nationalistes Arabes durant les années 1960, lors des luttes pour la défense de la république au Nord et pour l'indépendance au Sud, continuèrent bien après la réalisation de ces objectifs et la dissolution du Mouvement Nationaliste Arabe en 1970. Georges Habache et Nayef Hawatmeh, qui dirigèrent respectivement le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) et le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), étaient aussi des dirigeants du MNA. Ils furent les alliés des principaux leaders du National Liberation Front, qui combattit les Britanniques et les sultans entre 1963 et 1967 et dont les militants du MNA formaient l'ossature principale. En 1966, les Palestiniens Georges Habache et Hani al-Hindi se rendirent avec le Libanais Mohsen Ibrahim à Tazeh pour tenter une médiation entre deux courants du NLF, l'un partisan d'une fusion avec le FLOSY, l'organisation rivale soutenue par le régime nassérien, et l'autre qui s'y opposait⁸. Des responsables libanais et palestiniens dont Georges Habache, Nayef Hawatmeh, Karim Mroué, Nadim Abd al-Samad, Muhsin Ibrahim, Fawwaz Traboulsi, jouèrent un rôle important dans la fondation, en 1975, du Parti socialiste yéménite issu de la fusion du NLF, de l'Union démocratique du peuple et du Parti de l'avant-garde populaire (ex-Baath)⁹. De tous les mouvements qui émanèrent du MNA, du Front de libération d'Oman et du Golfe Arabe au FPLP, seul le National Liberation Front

réussit à prendre le pouvoir¹⁰.

Durant vingt ans, entre 1970 et 1990, Aden devint tout à la fois capitale du communisme arabe et une base arrière palestinienne. Situé aux confins du monde arabe, le Yémen du Sud s'était transformé en un sanctuaire « progressiste » du fait même qu'il bénéficiait de la protection soviétique, cette alliance étant un élément de stabilité pour un régime en proie aux luttes de clans et qui se porta un coup fatal lors du violent conflit de 1986 entre les courants du Parti socialiste yéménite. Il était en marge du monde, mais au centre du monde communiste arabe, pour lequel il jouait le rôle de refuge tout autant que de base logistique.

Il accueillit les communistes irakiens fuyant la répression du régime de Saddam Hussein, les communistes libanais dont les combattants du Parti Communiste libanais et de l'Organisation d'Action Communiste au Liban venus s'entraîner durant la guerre libanaise (1975-1990). Les liens des dirigeants du PCL et de l'OACL avec les leaders sud-yéménites étaient très étroits. Le revolver personnel de Georges Hawi, secrétaire général du PCL, était un cadeau d'Ali Nasser Mohammed, le président du Sud-Yémen, ce Makarov servit à la résistante Souha Bechara pour commettre son attentat contre le chef de la milice allié d'Israël au Sud Liban, Antoine Lahd¹¹.

Georges Hawi tenta, avec d'autres, de s'entremettre entre les deux rivaux pour la direction du PSY et de l'Etat sud-yéménite, Abd al-Fattah Ismaïl et Ali Nasser Mohammed. Il fit ainsi le voyage de Damas à Aden, en 1985, pour convaincre ce dernier de ne pas faire exécuter Abd al-Fattah Ismaïl et de l'envoyer à Moscou, en dépit de l'opposition initiale de l'ambassadeur soviétique qui défendait ses prétentions au pouvoir¹². Les dirigeants du PCL, du FPLP (Georges Habache) et du FDPLP (Nayeh Hawatmeh) furent sollicités par les deux courants du PSY pour établir une médiation permettant d'éviter le recours à la violence. Georges Hawi s'envola même pour Moscou afin de dissuader, sans succès, Abd al-Fattah Ismaïl de retourner à Aden et de devenir un acteur du conflit qui se préparait¹³. Il conduisit une mission de la dernière chance avec Nadim Abd al-Samad à Aden pour tenter de convaincre les dirigeants du PSY de repousser la date de la réunion du bureau politique prévue le 13 janvier 1986. Ces efforts restèrent vains et ne parvinrent pas à empêcher l'irruption de violence qui ensanglanta la capitale durant une dizaine de jours, en ce jour sombre qui marqua le début de la fin de la RDPY et accéléra le processus d'unification avec le Yémen du Nord.

Solidarités progressistes arabes

Le régime Sud-Yéménite confiait des commandes à des architectes libanais militants communistes, par exemple pour le plan d'urbanisme de Mukalla, l'édification du Rock Hotel à Tawahi (Aden) ou pour la construction de l'université d'Aden. Au Rock Hotel justement, désormais devenu l'hôtel du 26-Septembre, se réunissaient les *pistoleros* et les théoriciens de la révolution mondiale. Certains venaient donner des leçons de socialisme scientifique à leurs camarades yéménites et d'autres préparer leurs prochaines opérations « révolutionnaires ». Les programmes universitaires avaient été conçus avec l'assistance du dirigeant et intellectuel communiste libanais Hussayn Mroué et les programmes scolaires avec l'aide des pédagogues libanais.

((#20)) C'étaient des poètes communistes irakiens, dont Saadi Youssef, qui participèrent à la fondation en 1982 de la maison d'édition Dar al-Hamdani. Un an auparavant, Saadi Youssef avait exprimé le désir de voir ériger une statue de Rimbaud à Aden où les poètes auraient accompli « un pèlerinage annuel, portant aux pieds de Rimbaud leurs

offrandes de vins et de roses »¹⁴. La même année, Saadi Youssef, accompagné de son compatriote Chawqi Abdelamir et du poète français Guillevic tentait de convaincre le président sud-yéménite, Ali Nasser Mohammed, de donner le nom de Rimbaud à une rue de Tawahi après une recherche infructueuse de sa maison à Aden. A la place, il consentit à renommer la plage de Gold Mohur du nom d'Arthur Rimbaud, décision théorique et aujourd'hui bien oubliée¹⁵. Le restaurant Nashwan appartenait au FPLP et ses cuisiniers et ses serveurs étaient libanais, des militants de gauche venus du Sud Liban tandis qu'un night-club était administré par le parti communiste irakien¹⁶. En juin 1979 cependant, un communiste kurde irakien, professeur à l'université d'Aden, fut assassiné en plein jour par des nervis du régime baathiste déguisés en diplomates. La police les arrêta dans leur ambassade tandis qu'en représailles les étudiants sud-yéménites en Irak furent arrêtés puis expulsés¹⁷.

Le Yémen du Sud était devenu un « foyer révolutionnaire » qui, dans les premières années de son existence, était menacé par son frère ennemi, la République arabe du Yémen, et ses alliés de la péninsule Arabique qui représentait le « camp réactionnaire » allié des Etats-Unis. Le régime d'Aden se défendait en armant les mouvements d'opposition aux pouvoirs en place chez ses voisins les plus immédiats, la République Arabe du Yémen au Nord et le sultanat d'Oman à l'Est. Le Front National Démocratique qui menait la lutte armée dans le Yémen du Nord était basé à Aden et ses militants étaient organiquement liés au PSY, de manière secrète dans un premier temps puisque le Front maintint longtemps la fiction d'organisations différentes.

Le Yémen du Sud accueillait les militants de toute la péninsule Arabique qui venaient s'enrôler dans la guérilla du Dhofar. Celle-ci n'avait eu, au départ, qu'un but essentiellement nationaliste, avec le Front de Libération du Dhofar, puis son empreinte idéologique et son ambition géographique s'étoffèrent pour embrasser à la fois le marxisme et toute la péninsule. Sa dénomination changea en conséquence et il s'appela, après son tournant révolutionnaire de 1968, Front populaire de libération du Golfe arabe occupé¹⁸. Bien que la guérilla prît fin en 1975, les posters de ces combattantes du Dhofar, en short kaki et les cheveux bouclés, ornèrent encore bien des chambres de militants occidentaux dans les années 1980. C'est cette image qui se retrouve sur la couverture de la traduction en français du roman de l'Egyptien Sonallah Ibrahim, qui, à travers la figure de Warda, nom qui donne son titre au livre, rendit hommage à ces femmes en lutte et à la guérilla du Dhofar.

Carrefour de la révolution internationale

A partir des années 1970, la montée en puissance des mouvements de résistance palestiniens et la dérive violente d'une partie de l'extrême gauche européenne ayant fait sienne la cause antisioniste, firent d'Aden un relais et un carrefour pour certaines de ces organisations. Les liens du groupe « opérations externes » de Wadih Haddad, qui s'autonomisa du Front populaire de libération de la Palestine, avec les militants allemands de la RAF, du mouvement du 2 Juin et des Cellules révolutionnaires, mais aussi avec l'armée rouge japonaise, l'ETA et des groupes danois et italien, pouvaient ainsi s'ancrer dans le sanctuaire sud-yéménite où Wadih Haddad agissait presque à sa guise. Ses relations privilégiées avec le régime d'Aden auraient même suscité l'agacement de la direction du FPLP, qui considérait cela comme une faille dans ses prérogatives et dans l'influence qu'elle pouvait exercer sur le département des « opérations externes » et sur les camarades du PSY. Wadih Haddad fut officiellement

exclu du FPLP en février 1976.

Wadih Haddad commença ses activités à Aden au début des années 1970, il y disposait d'une villa dans le quartier de Khormaksar. Cette ville était centrale dans le dispositif de son groupe et le centre d'entraînement qui fut établi, le camp de Ja'ar bien qu'il soit connu sous le nom de camp d'Aden, en était le plus important. Ja'ar se situe dans la région d'Abyan, à une soixantaine de kilomètres à l'est d'Aden. Cette petite localité est, depuis les années 1990, un des fiefs des jihadistes au Yémen, avec notamment l'armée d'Aden-Abyan qui commit plusieurs attentats et enlèvements de touristes. On a du mal à imaginer qu'elle abritait, entre 1971 et 1990, le centre de formation militaire et idéologique du groupe de Wadih Haddad qui se rendit internationalement célèbre par ses détournements d'avion et par la prise d'otage des ministres des Affaires étrangères de l'OPEC à Vienne en 1975¹⁹. C'est dans ce camp que le Vénézuélien Ilich Ramirez Sanchez, alias Carlos, Fusako Shigenobu la dirigeante de l'armée rouge japonaise, Hagop Hagopian (de son vrai nom Bedros Ohanessian), fondateur de l'ASALA, l'armée secrète arménienne, des Allemands de la Fraction armée rouge, du Mouvement du 2 Juin et des Cellules révolutionnaires, furent entraînés à coté de combattants palestiniens, libanais, érythréens, de quelques Italiens (à l'exclusion des Brigades rouges), Iraniens, Turcs, Basques, Néerlandais, Nicaraguéiens et Salvadoriens...

Le camp ne pouvait accueillir qu'une quarantaine de personnes à la fois pour des formations militaire et politique. Le régime y était dur et Wadih Haddad aurait été un chef sévère, soucieux d'une stricte discipline ; il en aurait confié la responsabilité à Carlos lors d'un voyage à Beyrouth et Nairobi²⁰. L'ancien du Mouvement du 2 Juin, Hans-Joachim Klein, qui a participé à la prise d'otage de Vienne, livre un témoignage acide qui écorne l'image de Wadih Haddad, dit Abou Hani (père de Hani). On peut penser, mais sans certitude que sa description d'un camp d'entraînement concerne celui de Ja'ar puisqu'il avait décidé lors de la rédaction de ses mémoires et par crainte de représailles, de taire la mention des pays arabes qui l'ont accueilli : « ... Les dirigeants à ... [il s'agit du camp dont le nom est tu intentionnellement] - Abou Hani était la plupart du temps par monts et par vaux - bénéficiaient de tous les agréments que l'endroit pouvait offrir. Cela allait de la sortie au cinéma à la visite de discothèques, en passant par les festins à l'hôtel. Et ils avaient dans la poche ce qu'aucun soldat n'avait dans la sienne : des espèces. Ces privilèges-là n'étaient par ailleurs consentis qu'à Johnny et à moi, et de façon plus limitée aux chefs de la RAF, du 2-Juin et des CR. Les autres membres de la guérilla ouest-allemande y avaient aussi peu droit que les camarades palestiniens »²¹. Aden était ainsi devenu la base logistique des activistes allemands en raison des liens qui les unissaient avec le FPLP. La « solidarité révolutionnaire » s'établissait sur un échange inégal notamment avec les militants allemands des Cellules révolutionnaires. Ceux-ci réalisaient des opérations terroristes pour le compte de Wadih Haddad en contrepartie d'armes, d'argent et d'entraînement. Plusieurs activistes allemands trouvèrent ainsi la mort dans des opérations de détournement d'avion. Beyrouth et Bagdad constituaient d'autres relais de cette relation de client à patron ou de mercenaire à donneur d'ordre, mais Aden présentait des avantages supérieurs. Son régime ami s'embarrassait moins de considérations diplomatiques que celui d'Irak par exemple, il fournissait des passeports (souvent diplomatiques d'ailleurs, notamment à Carlos), son isolement, son éloignement de la ligne de front avec Israël et la protection soviétique en faisaient un sanctuaire d'autant plus précieux que son soutien à la cause

palestinienne avait autant une coloration affective (liens interpersonnels) qu'une orientation radicale (FPLP et FDPLP plutôt que Fatah). C'est ainsi qu'en 1972, le gouvernement sud-yéménite facilita une opération réalisée par un commando du FPLP qui « vola » une vedette rapide dans le port d'Aden pour aller bombarder, près de l'île de Périm, le pétrolier Coral Sea se dirigeant vers Israël.

Il faut croire que la ville retrouvait sa fonction de relais, non pas du commerce international, mais d'un trafic d'un genre nouveau, celui des avions détournés dont le FPLP s'était fait la spécialité dans ces années 1970. Son aéroport accueille le premier détournement en février 1972, lorsque des combattants des « opérations externes » détournèrent un avion de la Lufthansa à New Delhi et le firent atterrir à Aden. Le gouvernement allemand versa une rançon de 5 millions de dollars et le commando se rendit aux autorités yéménites qui le libérèrent peu après. Deux ans plus tard, un commando mixte Armée rouge japonaise-FPLP pris d'assaut l'ambassade du Japon au Koweït et s'empara de plusieurs otages, dont l'ambassadeur, et il fut rejoint par un autre groupe palestino-nippon venant de Singapour où il a pris en otage des passagers d'un ferry-boat. Un avion de la Japan Airlines les conduit du Koweït au Sud-Yémen où ils disparaissent. Par deux fois cependant, les preneurs d'otage en lien avec le groupe de Wadih Haddad sont refoulés d'Aden. En 1974, les trois Japonais qui, après la prise d'otage de l'ambassade de France à La Haye, quittaient les Pays-Bas à bord d'un avion à destination d'Aden, se virent refuser d'en sortir par les autorités sud-yéménites. Les Syriens acceptèrent d'accueillir l'appareil. Lors du détournement, en octobre 1977, du Boeing de la Lufthansa assurant la liaison Palma de Majorque-Francfort par un commando palestinien réclamant la libération des prisonniers de la RAF et de deux Palestiniens emprisonnés en Turquie, Aden devait être la destination finale de l'avion. Celui-ci y atterrit mais il ne fut pas autorisé à rester et il décolla pour Mogadiscio où un commando allemand le prit d'assaut tuant tous les preneurs d'otage à l'exception de la Libanaise Souhayla Al-Sayih. Ce détournement aurait été la dernière action d'envergure de Wadih Haddad, il fut l'occasion pour la tendance du PSY conduite par Abd al-Fattah Ismaïl de renverser Salem Ali Rubayy qui avait donné l'autorisation à Wadih Haddad de faire atterrir l'avion à Aden²². Il fut exécuté en 1978.

La ville était aussi un refuge pour les militants pourchassés en Europe ou ailleurs, et qui trouvaient au Yémen du Sud un anonymat réparateur ou un bref sursis avant de replonger dans la clandestinité dans leurs pays. Plusieurs membres de l'Armée rouge japonaise, rescapés des purges sanglantes de février 1972 et des vagues d'arrestation menées par la police, auraient transité par Aden.

Deux Allemands, participèrent au côté de Carlos à la prise d'otage des ministres de l'OPEP à Vienne en décembre 1975, une opération revendiquée par Septembre noir et placée sous la responsabilité du Libanais, Kamal Khayr Beyk. Celui-ci aurait rencontré Carlos un mois auparavant à Aden et ce dernier n'aurait accepté d'y prendre part qu'après avoir reçu l'accord de Wadih Haddad²³. Après l'opération, Hans-Joachim Klein et Carlos, firent des escales en Algérie et en Libye, puis se réfugièrent à Aden. C'est dans une banque d'Aden que fut versée l'importante rançon demandée à l'Iran et à l'Arabie saoudite pour la libération de leurs deux ministres du Pétrole, Jamshid Amouzegar et Ahmed Zaki Yamani. Wadi Haddad en était le récipiendaire. Il convoqua Carlos dans sa villa de Khormksar pour que ce dernier lui explique pourquoi il avait contrevenu à son ordre d'exécuter les ministres iranien et saoudien. Il lui enjoignit

ensuite de rejoindre le camp de Ja'ar.

Sur les six prisonniers libérés en échange de la remise en liberté de l'otage Peter Lorenz, député CDU de Berlin, enlevé par le Mouvement du 2 juin en février 1975, cinq rejoignirent le Yémen du Sud²⁴. Ils y retrouvèrent Verena Becker la « fiancée noire » du Mouvement du 2 juin, qui avait rejoint la RAF à Aden où elle s'était réfugiée la même année avant de repartir en Allemagne en 1977²⁵. Dans ces années-là, on retrouve à Aden des militants en fuite comme Peter Jürgen Boock de la RAF qui a participé à l'enlèvement de Hans-Martin Schleyer, président du syndicat des patrons ouest-allemand en septembre 1977. Arrêté en Yougoslavie en mai 1978, il est expulsé au Yémen du Sud où il restera jusqu'à fin 1979²⁶. C'est à Aden que Carlos se réfugie après l'échec de la prise d'otage d'Entebbe où un commando israélien prend d'assaut, en juin 1976, l'Airbus d'Air France détourné par un groupe mixte du Mouvement du 2 juin et du FPLP.

Après l'unification du Yémen, en mai 1990, mais surtout après la défaite des séparatistes du PSY en juillet 1994, Aden cesse d'être le refuge des desperados internationalistes qui ne sont plus que de simples mercenaires souvent à la retraite. La Syrie expulsa en 1991 les membres du groupe Carlos dans l'ex-Yémen du Sud, mais ils revinrent très vite à Damas d'où ils furent expédiés en Libye puis en Jordanie. De là Carlos fut envoyé à Khartoum en 1993 où il fut arrêté l'année suivante par des policiers français²⁷. Un membre des Cellules révolutionnaires, Johannes Weinrich présenté comme le « bras droit » de Carlos, parvint à rester de nombreuses années réfugié à Aden, où il fut finalement arrêté en juin 1995. Son extradition vers l'Allemagne marque certainement la fin d'une époque !

L' « époque du Parti »

Depuis 1994, la domination du régime de Sanaa sur les provinces du sud du Yémen s'est notamment traduite par la nomination d'une majorité de hauts fonctionnaires d'origine nordiste dans l'administration locale et les services de sécurité, mais aussi par la spoliation de terrains anciennement nationalisés distribués parmi les affidés du régime. Le ressentiment des populations du Sud face à la main mise du pouvoir de Sanaa et à une présence nordiste de plus en plus perçue comme étant une nouvelle colonisation, intérieure cette fois, est amplifié par la gravité de la crise économique, une inflation galopante et un chômage élevé. Cette situation de désespoir social est un terreau particulièrement fertile sur lequel croît la revendication séparatiste ou fédéraliste. Dans l'ex-capitale de la RDPY, Aden, un sentiment d'appartenance citadine entretient une nostalgie confuse et ambivalente pour la période britannique et celle de la République Démocratique et Populaire du Yémen. La première est tout à la fois synonyme d'occupation et de répression, mais aussi de prospérité économique, de modernité sociale et politique, de mixité religieuse tandis que la seconde appelée l' « époque du Parti » (*ayyâm al-hizb*)²⁸ réfère tout autant à la sécurité et à la suprématie incontestée de l'ordre étatique qu'à l'absence de libertés, économique ou politique, et à une lutte sanglante pour le pouvoir au sein du Parti socialiste yéménite. La date du 13 janvier 1986 est à cet égard cruciale, puisqu'elle marque le déclin inexorable de la RPDY. A partir de cette période, de nombreuses femmes se mirent à revêtir le voile et les hommes à retourner à la mosquée comme pour expier l'impiété et l'immoralisme supposés ou avérés de la classe dirigeante. Vingt-deux ans plus tard, le 13 janvier 2008, une grande manifestation rassembla des

dizaines de milliers de personnes à Aden pour effacer les traces de la discorde, afficher l'union des habitants du Sud et revendiquer la fin des mesures discriminatoires du régime de Sanaa contre ses populations. Elle fut appelée « Rassemblement pour la réconciliation (*musâlaha*) » et se termina par des incidents violents qui firent plusieurs morts dans les rangs de l'armée et des manifestants. Cette grande réconciliation « nationale » constitua le point d'orgue de toute une série d'assemblées intertribales et régionales, qui s'étaient tenues les mois précédents pour renoncer aux vendettas. Celles-ci avaient été sévèrement réprimées par l'État durant la période socialiste (1967-1990) et ont resurgi depuis l'unité.

((#30)) L'un des héritages les plus négatifs de la période socialiste, ces massacres fratricides du 13 janvier 1986, est paradoxalement devenu un symbole de ralliement et de mobilisation pour une partie de la population des provinces du Sud qui se réapproprie aujourd'hui la mémoire de l' « époque du parti » comme une composante majeure de sa singularité historique, sociale et culturelle. Comme toute mémoire est sélective, mais aussi plurielle, elle risque de varier aussi rapidement que le cours des événements et les rapports de force. Ces vingt-trois ans de socialisme au Yémen du Sud forment un registre mémoriel enserré entre le passé plus lointain d'une Arabie du Sud sous protectorat britannique et les deux décennies d'existence d'un Yémen unifié dont le présent instable semble redonner quelque lustre nostalgique au scintillement passé de l'étoile rouge.

Notes

[1] De 1967 à 1970, le Yémen du Sud s'appela République Populaire du Sud-Yémen pour devenir la République Démocratique et Populaire du Yémen en novembre 1970 avec l'adoption de la première Constitution.

[2] La guerre de mai-juillet 1994 mit aux prises les séparatistes du Parti socialiste yéménite aux troupes unionistes du régime de Sanaa. Retranchés à Aden, les séparatistes proclamèrent le 21 mai 1994 une éphémère République démocratique du Yémen avec à sa tête Ali Salem Al-Bid, le signataire des accords de l'unité de 1990 avec Ali Abdallah Saleh, président de la République Arabe du Yémen de 1978 à 1990 puis président du Yémen depuis.

[3] Témoignage de Habib Abdurab qui m'a fait partager ses souvenirs d'Aden dans les années 1970.

[4] Fawwaz Traboulsi, *Wu'ûd 'Aden* (Les promesses d'Aden), Beyrouth, Riad El-Rayyes Books, 2000, p. 87.

[5] Voir Fawwaz Traboulsi, *Sourat al-fatâ bi-l-ahmar. Ayyâm fî-s-silm wa-l-harb* (Image du jeune homme en rouge. Journées dans la paix et dans la guerre), Beyrouth, Riad El-Rayyes Books, 1997, p. 76.

[6] Cette organisation devint le Parti socialiste yéménite en 1975 lors de son sixième congrès.

[7] Habid Abdurab, *La reine étripée*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 13-14.

[8] Helen Lackner, *P.D.R. Yemen. Outpost of Socialist Development in Arabia*, Londres, Ithaca Press, 1985, p. 43.

[9] Voir Karim Mroué, *Karim Mourouwwé yatadhakkar. Fî mâ yachbahu as-sîra* (Mémoires et autobiographie). Entretiens avec Saqr Abou Fakhr, Damas, Dar al-Madâ, 2002, p. 311-312.

[10] Helen Lackner, *op. cit.*, p. 36.

[11] Georges Hawi, *Al-Harb, wa-l-muqawama wa-l-hizb* (La guerre, la résistance, le parti), Beyrouth, Dar an-Nahar, 2005, p. 35.

[12] Georges Hawi, *op. cit.*, p. 128-129.

[13] Georges Hawi, *op. cit.*, p. 130-131.

[14] Lucine Taminian, « Rimbaud's House in Aden, Yemen : Giving Voice(s) to the Silent Poet », *Cultural Anthropology*, vol. 13, n° 4, 1998, p. 464.

[15] Lucine Taminian, *op. cit.*, p. 474.

[16] Fawwaz Traboulsi, *Wu'ûd 'Aden*, *op. cit.*, p. 46 et 89.

[17] Helen Lackner, *op. cit.*, p. 84.

[18] Voir Fawwaz Traboulsi, *Sourat al-fatâ bi-l-ahmar...op.cit.*, p. 74.

[19] Wadi' Haddad meurt de leucémie le 28 mars 1978 dans un hôpital de Berlin est.

[20] Les informations sur le camp sont tirées de Ghassan Charbel, *Asrâr al-sundûq al-aswad* (les secrets de la boîte noire), Beyrouth, Riyad El-Rayyes Books, 2008.

[21] Hans-Joachim Klein, *La mort mercenaire. Témoignage d'un ancien terroriste ouest-allemand*, traduit de l'allemand par J. et B. Balard, Paris, Seuil, 1980, p. 268-270.

[22] Ghassan Charbel, *op. cit.*, p. 126.

[23] Ghassan Charbel, *op. cit.*, p. 228.

[24] Anne Steiner et Loïc Debray, *RAF. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, Editions L'échappée, 2006, p. 60.

[25] Graciée en 1989 après douze ans de détention, Verena Becker est inculpée en mars 2010 pour le meurtre du procureur général Buback (17 avril 1977).

[26] Anne Steiner et Loïc Debray, *op. cit.*, p. 131.

[27] Christophe Chiclet, « L'adieu aux armes », *Confluences Méditerranée*, n° 18, été 1996, p. 147-149.

[28] *Ayyâm al-hizb* signifie, littéralement, les jours (*ayyâm*) du Parti (*al-hizb*).